

1 FÉVRIER 2014

- = L'indice du fret dry: l'indicateur avancé de conjoncture mondiale p.1
- = Le shadow banking... ou le surgissement des subprime à la chinoise p.3
- = Toutes les bulles finissant un jour nécessairement par éclater p.6
- = 200 000 danois signent une pétition contre Goldman Sachs p.14
- = Too big to be alive ??? p.16
- = LA QUESTION À 17.000 MILLIARDS DE DOLLARS p.17
- = LES MARCHÉS BOURSIERS EN FORTE BAISSÉ p.19
- = Il faut un choc inflationniste p.19
- = L'Allemagne évoque une «supertaxe» sur le capital pour vous faire payer les erreurs des banques p.21

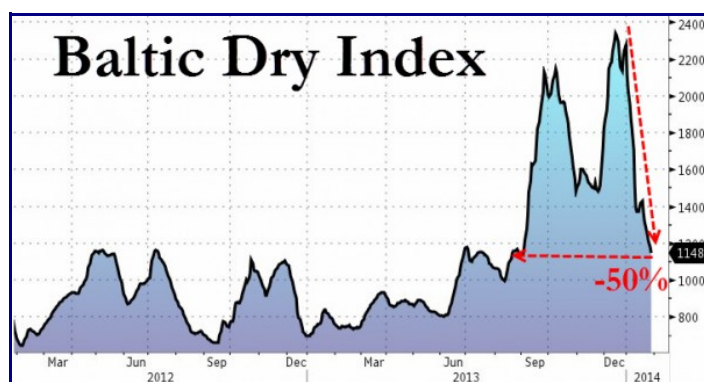


L'indice du fret dry: l'indicateur avancé de conjoncture mondiale

By The Wolf on 01/02/2014 : Elsa Floret/ Agefi Suisse 31/1/2014

En amont de six mois sur la chaîne de production, l'évolution du transport de matières sèches annonce les tendances de l'économie future.

the Baltic Dry Index has now plunged 51% from its late December highs and has collapsed to 5-month lows...



Charts: Bloomberg

Après l'envolée des prix du fret maritime dry, débutée en 2003, le marché s'est essoufflé, il y cinq ans, sous l'effet conjugué du ralentissement de la croissance asiatique et européenne et de la crise des subprimes. Les livraisons massives de nouveaux navires, commandés trois ans plus tôt – dans un climat euphorique – ont accentué la chute drastique des prix du transport

maritime. Depuis octobre 2008, les prix sont restés à un niveau plancher. Les commandes vraquiers sont au point mort, dans un marché en surcapacité.

L'indice Baltic Dry Index (BCI), indice de référence, créé en 1998 par la plateforme de trading électronique Baltic Exchange à Londres, traduit ces évolutions du transport maritime – micromarché auquel des acteurs extra-shipping, toujours plus nombreux, s'intéressent. Des armateurs aux affréteurs en passant par les traders, les financiers ou les banquiers, cet indice est-il vraiment devenu incontournable? Ce marché, qui était un marché industriel est devenu un marché « commodities », à part entière, représentatif des tendances à venir. Les acteurs utilisent ces indices comme couverture de risque.

«Le mouvement des indices de fret maritime dry est un véritable baromètre pour l'industrie. Dans notre métier, on est situé en amont de six mois de la chaîne industrielle. Si la courbe suit une pente ascendante, c'est un bon indice pour l'économie future», explique Olivier Guerin, co-directeur de Lemman Shipping Services, courtier maritime, basé à Genève depuis 2009. *«Le transport maritime vient d'un monde industriel et non d'un monde financier»*, ajoute ce professionnel, fort de trente ans d'expérience dans le shipping.

Le transport des matériaux de base influençant la production de produits finis et semi-finis, l'étude de son évolution permet donc d'anticiper l'activité économique future.

Le sous-jacent de l'indice BDI est le transport maritime physique. Les principales matières transportées – le minerai de fer ou le charbon à coke utilisé dans la production d'acier – fournissent un excellent indicateur de reprise dans l'industrie lourde. Quant à la demande du charbon-vapeur, utilisé dans les centrales électriques, elle est directement liée à la production d'électricité. Le charbon connaît précisément un rebond en Europe, suite au retrait du nucléaire de la chancelière allemande Angela Merkel, en 2011, ce qui contribue également au rebond du BDI, observé entre juin et décembre. La Chine, malgré une croissance ralentie, reste un acteur majeur (15% du marché énergétique global) et sa politique énergétique a des conséquences mondiales.

Les groupes miniers internationaux du marché dry (BHP Billiton, Rio Tinto, Fortescue et Vale) l'ont compris : ils ont tous déplacés leurs activités à

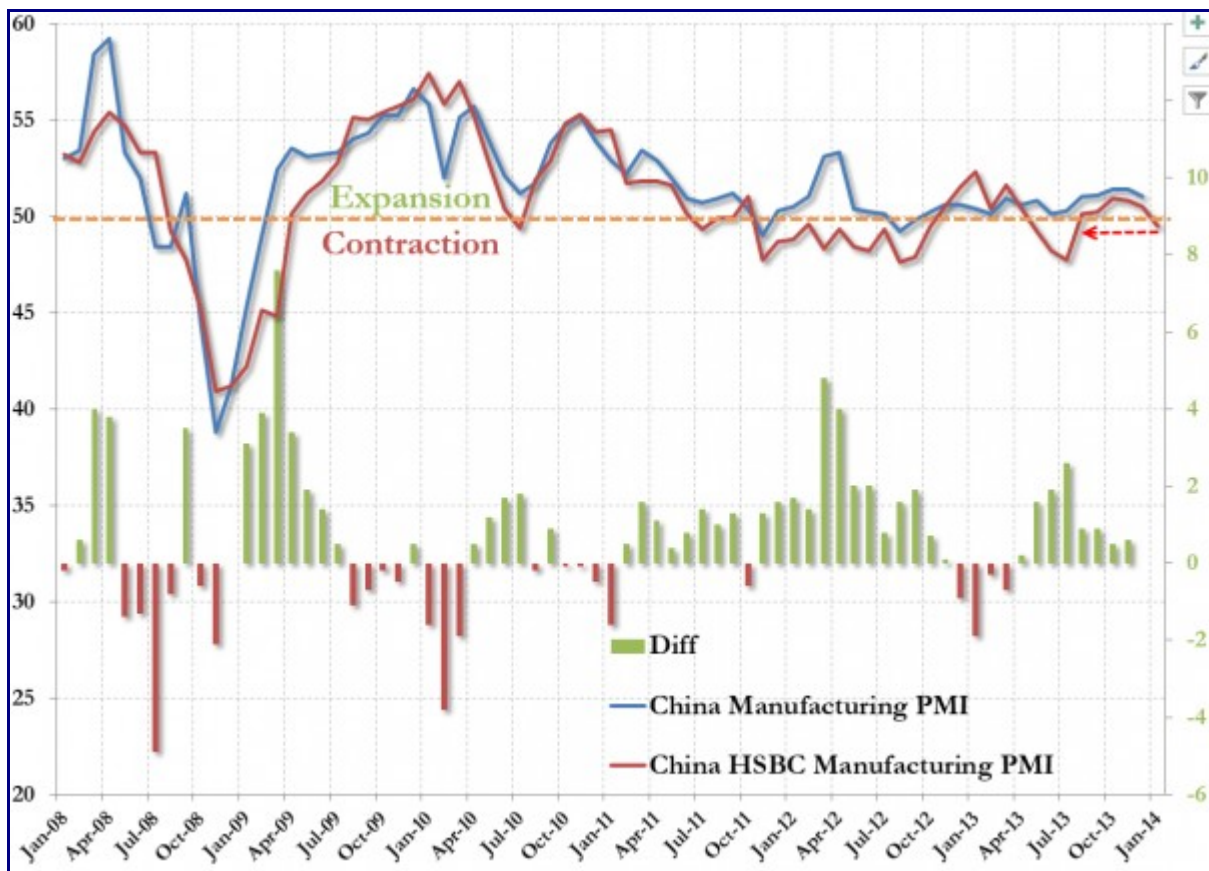
Singapour, première place shipping mondiale, devançant Genève et Londres. «Depuis dix ans, on assiste à un déplacement du pôle décisionnel du shipping, vers l'Asie», observe Olivier Guerin, dont le pool y est fortement implanté.

Le shadow banking... ou le surgissement des subprime à la chinoise

By [The Wolf on 01/02/2014](#) • Par [Philippe Béchade](#)

- La Chine a troqué la fuite en avant vers le mirage de la croissance à deux chiffres pour mieux se jeter dans la fuite en avant dans le shadow banking.

Chine: contraction de la production manufacturière



La production manufacturière en Chine s'est contractée en janvier, à son plus bas niveau en six mois, a confirmé hier la banque HSBC, attestant ainsi un ralentissement d'activité dans la deuxième économie mondiale. L'indice PMI des directeurs d'achat calculé par HSBC en Chine se monte à 49,5 en janvier, après 50,5 en

décembre. Dans son indicateur provisoire pour janvier, qu'elle avait publié le 23 de ce mois, HSBC avait tablé sur un indice PMI de 49,6. Un chiffre supérieur à 50 marque une expansion de l'activité manufacturière, tandis qu'un indice inférieur à ce seuil signale une contraction. «Ce démarrage timide du secteur manufacturier chinois en 2014 s'explique partiellement par un affaiblissement des commandes à l'exportation et un ralentissement de l'activité commerciale sur le plan intérieur en janvier», a commenté Qu Hongbin, économiste de HSBC. Il s'agit de la première contraction du secteur manufacturier chinois depuis six mois.

	Size (bn yuan)	% of GDP	Memo: size at end-2012	% of GDP (end-2012)
1. Trust	10,130	18.3	7,471	14.4
2. WMP	9,920	17.9	7,100	13.7
Narrow definition (1+2)	20,050	36.3	14,571	28.0
3. Entrust loans	7,571	13.7	5,750	11.1
4. Bank acceptance	6,540	11.8	5,904	11.4
5. Security firms	2,779	5.0	1,350	2.6
6. Pawn shop	72	0.1	71	0.1
7. Guarantor	1,252	2.3	1,200	2.3
8. Small lender	754	1.4	592	1.1
9. Finance company	4,140	7.5	3,442	6.6
10. Financial leasing	1,000	1.8	770	1.5
11. Underground lending	2,500	4.5	2,500	4.8
Broad definition (1 to 11)	46,658	84.4	36,150	69.6

Source: PBOC; CBRC; China Trust Association; media reports; J.P. Morgan.

Après les injections massives post-crise de 2008/2009, la banque centrale chinoise a tenté de reprendre le contrôle de la situation en 2011, en bridant la capacité de prêt des banques au profit de secteurs non rentables... Mais le shadow banking a pris le relais tandis que le marché interbancaire se grippait : les encours du “crédit alternatif” auraient explosé de 45% en deux ans et demi, pour atteindre entre 2 200 et 2 500 milliards de dollars en 2013 (selon l'estimation de Bank of America).

Malgré la spectaculaire montée en puissance du shadow banking, la Chine a dû se résoudre à injecter des liquidités dans l'urgence le 21 janvier — cela afin d'éviter que son propre système financier se retrouve victime d'un syndrome de la crise grecque.

Nous savons tous que les candidats à la faillite sont le plus souvent des d'entreprises d'Etat, gérées par des dirigeants du Parti ou des membres de

leur famille.

Pékin, qui se retrouve juge et partie, ne parvient pas à se sortir de cette contradiction. Quant à la nouvelle équipe au pouvoir, elle ne peut s'offrir le luxe d'entamer sa mandature — placée sous le signe de la réduction des inégalités — en mettant des millions de salariés/fonctionnaires au chômage.

Lloyd Blankfein, le PDG de Goldman Sachs invité au Forum de Davos, expliquait sur CNBC (le vendredi 25, alors même que les bourses mondiales dévissaient de 2,5%) que la Chine ne dispose pas des mécanismes lui permettant de traiter le problème des créances douteuses.

Soucieux de ne pas froisser de susceptibilités, il s'est abstenu de se montrer trop précis mais chacun comprend bien ce à quoi il fait allusion. Pékin ne peut déclarer en faillite les emprunteurs défaillants : cela supposerait leur restructuration, voire leur liquidation, avec un coût social exorbitant (licenciements massifs). Inenvisageable en cette période de ralentissement économique...

- Le gouvernement met la main à la poche

Alors Pékin “remet au pot” et refinance ses banques en attendant de trouver une solution systémique. Cela permet aux groupes déficitaires de survivre tandis que les PME du secteur privé n'ont d'autre choix que de se tourner vers le shadow banking (organismes de cautionnement, prêteurs sur gage).

Les gros emprunteurs ont souvent affaire à des entités hors bilan créées par les banques commerciales — pourtant exsangues. Leur activité de financement occulte attire des capitaux privés à la recherche de rendements pouvant atteindre 10% (quand les dépôts ordinaires sont rémunérés à 3%). Ce sont là les subprime à la chinoise, très prisés des gérants de fortunes... et ils représenteraient plus d'un quart des encours de crédit en circulation.

Même des entreprises industrielles chinoises ont mis le doigt dans l'engrenage, en se servant de leurs stocks (acier, minerais, produits semi-finis) comme caution auprès de banques classiques. Cette activité de refinancement occulte s'avère infiniment plus rentable, vu les taux pratiqués, que l'exploitation d'usines ou de mines obsolètes !

- Quand les entreprises s'y mettent aussi

Coopérant étroitement avec les banques, nous trouvons également les

“organismes de caution”. Ils seraient près de 20 000 enregistrés sur le sol chinois, dont 5 000 brassant de gros volumes de crédit.

Ces structures, parfaitement légales et réglementées, fournissent des garanties à des prêteurs à risque. Elles leur permettent ainsi d’accéder à des crédits bancaires malgré l’assèchement des liquidités orchestré par Pékin. Ces mêmes organismes prélèvent parfois une partie du montant des crédits pour lesquels ils se sont portés caution, pour octroyer à leur tour des prêts encore plus risqués mais assortis de taux plus élevés.

Enfin, il y a les pawn shops. Bien connus depuis près de deux millénaires, et malgré une éclipse longue de 40 ans correspondant à l’époque Mao (leur interdiction n’a été levée qu’en 1987), ces sociétés de prêts sur gage se sont remises à prospérer dans leur activité à très court terme (prêts de un à trois jours) auprès des particuliers et des PME. Censées disposer d’un capital équivalent à un million de dollar, ces sociétés seraient déjà plus de 4 000 en activité — et leur opacité les met à l’abri de tout contrôle des autorités bancaires... sauf à ordonner leur fermeture manu militari.

Nous mesurons pleinement, à la lumière de l’architecture du système de financement alternatif, à quel point il sera difficile à la banque centrale chinoise — et à Pékin — de reprendre le contrôle de l’offre de crédit. Tout est conçu pour contourner la capacité de réguler le marché des capitaux.

Dans un système capitaliste en théorie gouverné par la “main invisible” qui garantit la meilleure allocation des ressources, nous avons vu surgir la crise des subprime de 2005 à 2008... Alors imaginez ce qui peut survenir dans un ex-pays collectiviste centralisateur où la “main invisible” est tatouée du mot “corruption”.

Toutes les bulles finissant un jour nécessairement par éclater, il s’agit maintenant pour les banques centrales occidentales de gérer le moins mal possible l’éclatement de celle qu’elles ont elles-mêmes créée sur les actions !

By The Wolf on 01/02/2014 • Par Pierre Leconte

Toutes les bulles finissant un jour nécessairement par éclater, il

s'agit maintenant pour les banques centrales occidentales de gérer le moins mal possible l'éclatement de celle qu'elles ont

Dans le Système monétaire international (SMI) actuel de monnaies flottantes de papier émises ex nihilo (donc gagées sur le néant), les principales banques centrales ont le pouvoir de créer les bulles des prix des principaux actifs financiers pour le plus grand profit de l'économie financière ("Wall Street"), en particulier en faisant baisser les taux de change de leurs monnaies, en fixant leurs taux d'intérêt à court terme les plus bas possibles (et même négatifs par rapport à l'inflation), voire en achetant elles-mêmes les actifs qu'elles veulent faire monter (via le QE) ou bien encore en prêtant aux banques privées de la monnaie qu'elles créent elles-mêmes (via le LTRO).

Mais, étant donné que la quasi totalité de la création monétaire provient dans le SMI actuel des banques privées (via le mécanisme des "réserves fractionnaires" dans lequel ce sont "les crédits qui font les dépôts"), il arrive nécessairement un moment où, lesdites banques privées ne voulant -ou ne pouvant- plus prêter, les agents économiques ne voulant -ou ne pouvant- plus emprunter et les bilans des banques centrales étant devenus hypertrophiés -ce qui les prive de toute marge de manoeuvre supplémentaire-, les bulles finissent par éclater. Surtout lorsque l'on tombe dans la "trappe à liquidités", situation dans laquelle toute création supplémentaire de monnaie ou de crédit n'entre plus dans l'économie réelle mais se perd dans le "trou noir" des bilans pourris des banques zombies. Puisqu'il n'est alors plus possible de continuer de faire artificiellement monter les prix des actifs, devenus si élevés qu'ils sont totalement coupés de la réalité économique. Ce qui conduit finalement ceux qui les détiennent à les liquider brutalement. Le "château de cartes" s'effondre alors et c'est l'économie réelle ("Main Street") qui paye les pots cassés. C'est donc avec juste raison que Ludwig von Mises écrivait que "Les crises économiques sont provoquées par les politiques monétaires expansionnistes des banques centrales".

Tant que l'on ne changera pas le SMI actuel, en revenant par exemple à l'étalon-or (Système dans lequel ce sont "les dépôts -en valeur tangible comme l'or- qui font les crédits", ce qui empêche de créer artificiellement trop de fausse monnaie et de crédit factice, et les taux de change sont fixes mais exceptionnellement ajustables, ce qui empêche leurs manipulations), la même séquence accélérée de bulles puis de krachs se reproduira sans fin.

Étalon-or qui ne supprime pas les bulles mais les rend plus rares et moins destructrices parce qu'enlevant aux banques centrales -redevvenues de simples entrepôts de stockage du métal- tout pouvoir dirigiste. Puisque la création monétaire est alors décentralisée et limitée en fonction du sous-jacent disponible et des besoins réels des agents économiques, dont la confiance revient dans la stabilité monétaire ce qui les conduit à investir et à dépenser. La tare du SMI actuel, c'est la "planification monétaire centrale" mise en place par les banques elles-aussi centrales permettant, selon les préceptes de Keynes, une création incontrôlée de la monnaie et du crédit. Qui se transforme en "mal-investissement" jusqu'à ce que l'on tombe dans la trappe à liquidités et que le Système s'autodétruit puisque la déflation alors s'étend.

Situation dans laquelle se trouvent actuellement les USA et la zone euro, dont ils ne peuvent sortir que:

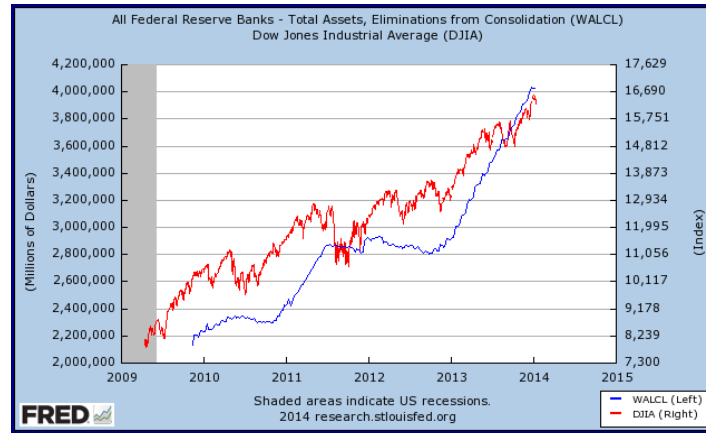
-En laissant les ajustements naturels se produire c'est-à-dire UNE FORTE BAISSÉ DES ACTIONS, PUISQUE CE SONT LES ACTIFS LES PLUS SURÉVALUÉS QUE LES POUVOIRS PUBLICS IRRESPONSABLES (en l'occurrence Obama-Merkel-Cameron et Bernanke-Draghi-King/Carney) N'AURAIENT JAMAIS DU LAISSER MONTER A LEURS NIVEAUX STRATOSPHERIQUES ACTUELS;

-Ou bien en entreprenant la destruction de leur monnaie (c'est-à-dire en la faisant baisser le plus bas possible) pour essayer de produire de l'inflation, ainsi que le Japon l'a récemment décidé en choisissant de détruire purement et simplement sa monnaie, ce qui est une solution évidemment loin d'être idéale (ainsi que nous le verrons dans un prochain commentaire).

Comme ni les USA ni les Etats de la zone euro ne peuvent ou ne veulent détruire le dollar US ou l'euro, ce qui leur poserait des problèmes politico-économiques et géopolitiques incalculables, ce sera tôt ou tard le krach (l'"effondrement keynésien" comme disait Mises). Quoique pour la plupart des Etats de la zone euro, il y a une autre issue possible permettant d'échapper à la déflation qui consisterait à sortir de l'euro et à revenir aux monnaies nationales... Étant donné que chaque État-nation, s'il veut être en mesure d'agir sur sa situation économique-financière, doit retrouver sa pleine SOUVERAINETÉ monétaire et budgétaire.

Le QE a créé la super bulle des actions US mais a fait baisser les obligations

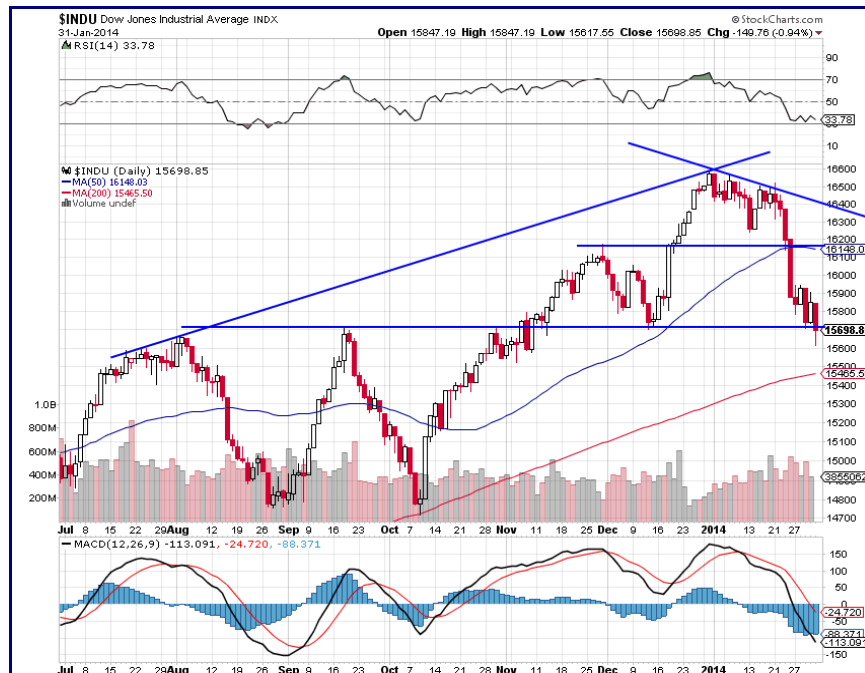
d'Etat US. La réduction progressive du QE jusqu'à sa fin programmée pour octobre 2014 cassera la super bulle des actions US mais fera monter les obligations d'Etat US. Logique ! Rester short actions US et long US Treasury Bonds (via le TLT).



Par analogie avec le graphique ci-dessous: en fin d'année 2013, avant que les actions US commencent à baisser pendant tout le mois de janvier 2014, elles reflétaient selon la plupart des analystes financiers le "nouveau paradigme" ! Nous sommes actuellement proche du "piège haussier", c'est-à-dire d'une phase temporaire de retournement modéré à la hausse prenant place début février qui sera interprétée comme un "retour à la normale", mais qui devrait ensuite être suivie par un effondrement mi ou fin février jusqu'en octobre au minimum... L'alternative étant que la phase temporaire précitée ne se produise même pas et que l'on plonge tout de suite...



Techniquement, le DJIA a touché un premier support vers 15.700. Il y a maintenant deux possibilités: 1/remontée vers 16.150 au maximum puis rechute en droite ligne vers 14.750, 2/chute directe après (ou sans) quelques jours de consolidation vers 14.750. De toutes façons le sommet vers 16.600 atteint fin 2013 ne devrait plus être franchi avant très longtemps et le renversement de tendance à la baisse est majeur. Une cassure ultérieure du support vers 14.750 signifierait un risque de chute supplémentaire vers 12.750 (en dessous de son niveau de début 2013) et ensuite peut être beaucoup plus bas.



Depuis 1987 (arrivée d'Alan Greenspan à la tête de la Fed), mais surtout depuis l'éruption de la crise de 2007 qui a été traitée par le laxisme monétaire généralisé, les banques centrales (la Federal Reserve US en particulier) ont fait de la production de bulles leur méthode de gestion du Système monétaire

et de l'économie. Jusqu'à ce qu'ayant tellement gonflé, plus personne n'a pu les contrôler. La première a avoir éclaté depuis 2007 c'est celle des subprimes liée à l'effondrement des prix immobiliers US. Puis ce fut, successivement, l'éclatement des bulles des dettes publiques des Etats périphériques dans la zone euro, de l'argent-métal, des actions des sociétés minières, de l'or, des obligations d'Etat US, du yen et, actuellement, des monnaies de certains pays émergents en raison de leurs déficits de comptes courants qui s'aggravent (Turquie, Argentine, Russie, Inde, Indonésie, Brésil, Afrique du Sud, etc.).

Il reste maintenant trois grosses bulles dont l'éclatement est inéluctable parce que la surévaluation tout à fait "extraordinaire" des actifs concernés n'a plus de correspondance depuis bien longtemps avec l'économie réelle ainsi que nous le répétons depuis des mois: 1/celle de l'immobilier et du crédit (c'est-à-dire du Système bancaire domestique) en Chine, 2/ celle des actions occidentales (USA et Europe) et 3/ celle de l'euro lui-même.



L'euro/dollar US est en phase de retournement à la baisse

On notera que l'éclatement des trois grosses bulles restantes produirait nécessairement une forte reprise des obligations d'Etat US (l'actif de dernier ressort dans le SMI actuel) et, à un moindre degré, du dollar US contre la plupart des autres monnaies, ce qui ferait probablement baisser les prix des matières premières et des métaux précieux beaucoup plus bas que leurs

niveaux actuels, dans un contexte de récession économique et de déflation prolongées comme de chute de la demande en provenance des BRICS.

Jusqu'à ce que la hausse du dollar US allège suffisamment le fardeau pesant sur les autres monnaies et que les taux d'intérêt à moyen et long terme US étant revenus à leurs plus bas, le cycle économique reprenne naturellement aux USA d'abord, puisqu'ils restent la plus grande économie du monde déterminant la conjoncture des autres, et atteigne le reste du monde ensuite. Processus qui prendrait des années avant d'aboutir, pendant lesquelles il faudrait que les politiciens entament une réforme sérieuse des Systèmes monétaires et bancaires nationaux puis international et du commerce mondial en mettant en place de nouvelles régulations, les moins dirigistes possibles mais toutefois suffisamment contraignantes (comme le rétablissement du Glass-Steagall Act par exemple) pour rétablir un ordre coopératif durable...

Entretemps, la baisse des prix des matières premières aggravant considérablement la situation des pays émergents n'aura pas seulement des effets économiques et financiers désastreux chez eux mais entrainera des bouleversements géopolitiques majeurs (sans doute agrémentés de révolutions et de guerres). On pourra alors féliciter Bernanke de son "magnifique" travail à la tête de la Fed...

Les actions chinoises ont commencé un décrochement de nature à les faire chuter sur leurs niveaux de 2009, idem pour la plupart des marchés d'actions des pays émergents



Or et argent-métal

Comme on pouvait s’y attendre, la BRI, agissant pour compte de la Fed et d’autres banques centrales occidentales, a stoppé net (d’un simple clic informatique de vente de quelques contrats à terme sur le Comex) la possibilité de cassure à la hausse de l’or et de l’argent-métal qui devraient maintenant retomber sur leurs plus bas de fin décembre 2012 – début janvier 2013... Et à notre avis les casser du fait d’une remontée du dollar US à la suite d’une nouvelle réduction du QE par la Fed.

Le Credit Suisse, soulignant l’avantage irrésistible des obligations d’Etat US dont le rendement réel (sans compter la possibilité de gains en capital) s’accroît en période de déflation par rapport à tous les autres actifs en particulier l’or, estime que le métal jaune devrait chuter vers 1.000 USD l’once en 2014... Même analyse de Goldman Sachs et Morgan Stanley. Ce qui est d’ailleurs conservateur parce que l’objectif final graphique de baisse de l’or se situe plutôt vers 700.

L’inénarrable mais sympathique Marc Faber reste bien entendu haussier sur l’or, et le serait encore même s’il tombait à zéro, mais, ô miracle, il est dorénavant aussi haussier sur les US Treasury Bonds (alléluia !) et baissier sur les actions US.

Il n'y a pas que l'or et l'argent-métal qui soient dans une tendance baissière mais aussi le palladium et le platine



[200 000 danois signent une pétition contre Goldman Sachs](#)

Wikistrike et Express.be 1 février



Le gouvernement danois est sur le point de s'effondrer après que plus de 200.000 des cinq millions de Danois ont signé une pétition en ligne pour protester contre la prise de participation dans la société Dong Energy, une société de services publics du secteur de l'énergie, par la banque d'investissement américaine Goldman Sachs. Il s'agit de la plus grande expression de mécontentement de la population au cours des dernières années pour le gouvernement de coalition sociale-démocrate mené par le Premier ministre Helle Thorning-Schmidt, qui recueillait déjà de mauvais résultats dans les sondages avant que cette affaire n'éclate.

Les Danois n'ont pas accepté que l'exécutif ait conclu un accord qui permet à Goldman de détenir 19% du capital, et qui contient une clause qui accorde à la « Firme » un droit de veto sur les grandes décisions de l'entreprise malgré cette participation minoritaire (la part de l'Etat danois serait ramenée à 60%). Goldman aura donc son mot à dire si Dong Energy veut changer son CEO ou son directeur financier, et si elle décide de réaliser une augmentation de capital ou de se lancer dans l'acquisition d'une autre entreprise, par exemple. La méthode que Goldman a utilisée pour cette acquisition, au travers d'une société d'investissement basée au Luxembourg, détenue par des actionnaires des îles Caïmans et de l'État américain du Delaware, deux autres paradis fiscaux, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Chez Goldman, les banquiers, pourtant habitués depuis 2008 à recueillir la réprobation du public, ont été surpris par la réaction du peuple danois, comme l'ont été les hauts fonctionnaires danois. « Nous comprenons que

presque tout le monde déteste Goldman Sachs, mais vous ne pouvez pas faire des affaires et dire: +Votre offre est la meilleure, mais vous ne pouvez pas gagner+, a expliqué un officiel danois au Financial Times.

Le parti populaire socialiste, membre de la coalition gouvernementale au pouvoir depuis l'automne 2011, s'est fermement opposé à cette transaction. Les 6 ministres membres de ce parti ont présenté leur démission, dont la ministre des affaires sociales et de l'intégration, Annette Vilhelmsen. Cette dernière a cependant assuré que son parti, qui détient 16 sièges sur 179 au parlement danois, ne tomberait pas pour autant dans l'opposition, ce qui signifie que le gouvernement ne devrait pas avoir à démissionner. Cependant, la coalition de Thorning-Schmidt, qui était déjà minoritaire au parlement, ne détient plus que 61 sièges. « La vente de Dong est le coup de grâce de ce gouvernement », a affirmé Christoffer Green-Pedersen, professeur de sciences politiques à l'Université d'Aarhus, à l'agence de presse Bloomberg.

<http://www.express.be/business/fr/economy/ipower-to-the-peoplei-200000-danois-signent-une-petition-contre-goldman-sachs/201734.htm>

Too big to be alive ???

Patrick Reymond Vendredi 31 janvier 2014

American Airlines continue à prendre le bouillon, malgré sa faillite, et sa fusion, avec US airways. D'abord parce que l'activité n'est pas rentable, à la base, et que le capitalisme en fin de course aime bien jouer aux sous dans les actions, sans voir que c'est là que se situe le problème.

Regardons derrière nous, et les faillites ayant eu lieu. 200 milliards de distribution de dividendes pour GM depuis 1980.

Il reste que jouer aux sous, ça peut prendre des proportions dantesques. On nous dit que l'investissement étranger en France s'effondre de 77 %.

En fait, c'est une excellente nouvelle.

Qu'est ce que c'était que 80 % de cet "investissement" ? Du papelard et rien d'autre.

Pourquoi croit on que les pays émergents prennent le bouillon ? Pour la même raison.

Une économie addict aux flux financiers, et qui ne fonctionne plus sur le simple fonctionnement physique, tout à fait basique.

Quand à la progression enregistrée en Espagne, elle est pitoyable. Les espagnols vendent des baraques à des autres européens, français, notamment, qui croient faire de bonnes affaires, parce que "c'est moins cher ici".

En réalité, ils ne s'aperçoivent qu'ils se mettent dans le "cycle Nauru", du nom de cette petite île indépendante, qui fit fortune avec le phosphate qui constituait son sol.

En conséquence, elle fit de multiples et judicieux placements, dans l'immobilier nippon...

L'île est aujourd'hui ruiné, peuplée de gens malades (la population est diabétique à 100 %)

Pour ce qui est de l'investissement réel et direct, il n'a sans doute pas tellement baissé.

Mais, si vous savez pas quoi foutre de vos millions, rien ne vaut l'achat d'actions de compagnies aériennes.

Nauru, avait, aussi, jadis, sa propre compagnie aérienne...

"[Les usines françaises](#) sont malades du sous-investissement "? Mais, diable, où est passé l'argent ? Dans les dividendes, pardi.

Pendant ce temps là, les nouvelles officielles donnent le "la". Bustin jieber prend du Xanax et fume du Hach ? Non, il s'est mis le Xanax en suppo, et a avalé le joint ? C'est pas ça, c'est le contraire, il s'est mis le pétard en suppo, et a fumé le Xanax. Pas étonnant qu'il soit pas dans son état. Va t'il poursuivre le fabricant de Xanax pour ne pas avoir indiqué comment le prendre ???

Faut pas trop lui en demandé, à ce pauvre Bustin. Il s'est pas trop comment faire, surtout maintenant qu'il y a quelqu'un pour le torcher.

[La dette américaine :](#)

[LA QUESTION À 17.000 MILLIARDS DE DOLLARS](#)

1 février 2014 *par* François Leclerc

Les effets sur les monnaies des pays *émergents*, de la décélération des achats de titres de la Fed, accaparent à juste titre l'attention. Mais d'autres

considérations, moins visibles et immédiates, expliquent la prudence avec laquelle la politique de la Fed est infléchiée : le financement futur de la dette américaine est son principal sujet de préoccupation.

Ses achats de titres de la dette dans le cadre de trois programmes successifs de création monétaire ont poussé à la baisse les taux, et diminué le montant des intérêts. En dépit de la croissance continue de la dette, ce montant global ne représente plus que 6 % du coût du service de la dette, au lieu de 15 % au cours de la décennie précédente. Les bienfaits de la Fed ne se sont pas arrêtés là, accroissant également la maturité globale de la dette en privilégiant les achats de titres à longue maturité, ce qui atténue la sensibilité de son refinancement à une augmentation des taux.

En dépit des efforts de limitation du déficit budgétaire fédéral, la dette continue de croître, ce qui implique régulièrement son déplafonnement par le Congrès. Les projections de l'Office du budget américain font état d'un déficit public de 800 milliards de dollars en 2014, et de 590 milliards en 2018. Mais cette décélération repose sur un taux de croissance de 4 %. À l'arrivée, la dette publique actuellement de 17.000 milliards de dollars pourrait atteindre de 20.000 à 22.000 milliards de dollars en 2018.

Il va falloir financer les déficits budgétaires à venir, ainsi que le roulement de la dette actuelle au fur et à mesure de ses échéances. Le parapluie de la Fed progressivement fermé, si le tapering se poursuit, une augmentation des taux s'en suivra, qui a déjà commencé. Elle contribuera à l'augmentation du coût du service de la dette. Le marché avait pris l'habitude que la Fed se porte acquéreur d'une grande partie des émissions du Trésor, cela ne va plus être le cas, les investisseurs vont devoir prendre le relais.

Leur réaction future fait l'objet d'interrogations, et des concertations sont engagées, en particulier en Asie, afin de connaître les intentions des investisseurs et d'orienter les émissions futures vers des formules adaptées à leurs besoins. Pour mieux les garantir, ils disposent de différents types de titres obligataires : à taux variables ou protégés de l'inflation. À titre de test, une émission de la première de ces deux catégories de titres – une nouveauté – a eu lieu cette semaine, avec une maturité courte de deux ans ; elle a rencontré un grand succès, la demande ayant été de 85 milliards de dollars pour une offre de 15 milliards. Ce changement de fusil d'épaule réglerait-il le problème ? Il est espéré que les investisseurs ont besoin d'actifs de qualité

(pour fournir du collatéral) et qu'ils trouveront leur compte avec l'émission de telles obligations. Cela reste à vérifier.

Seule certitude, le poids de la dette américaine va peser d'avantage dans le budget de l'État, dont le déficit va devoir continuer de diminuer. L'enjeu est que les États-Unis bénéficient d'une croissance suffisante – et des recettes fiscales afférentes – pour au moins stabiliser leur dette. Mais si le modèle de croissance reposant sur l'endettement sans compter est fini, par quoi le remplacer ? L'apport auquel pouvait prétendre le système financier a en tout cas disparu et rien ne le justifie plus dans sa configuration actuelle.

LES MARCHÉS BOURSIERS EN FORTE BAISSSE

31 janvier 2014 par Paul Jorion

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles américaines a perdu 1,42 % à l'ouverture.

Les marchés européens subissaient à la même heure des pertes du même ordre.

Les investisseurs se retirent en masse depuis quelques jours des marchés boursiers des pays émergents.

Il faut un choc inflationniste

Posté le 1 février 2014 par Bcolmant



La véritable question économique est de savoir quelles seront les prochaines décisions de la Banque Centrale Européenne.

Après avoir érigé le contrôle de l'inflation en dogme monétaire (ce qui a conforté une politique monétaire restrictive et d'insensés plans de rigueur

budgétaire dans le Sud européen), il s'agit désormais de combattre une lente dérive vers une déflation.

Les dernières statistiques européennes sont, à cet égard, très inquiétantes : le taux d'inflation européen est tombé en dessous d'un pourcent, soit largement plus bas que l'objectif d'inflation à long terme de 2 %, qui est lui-même (et on l'oublie trop souvent) singulièrement bas.

Une déflation est bien pire qu'une inflation.

En effet, une inflation peut être combattue par une augmentation régalienne des taux d'intérêt, au prix d'un tassement économique.

Par contre, une déflation doit se subir parce que la politique monétaire classique devient inopérante.

La déflation entraîne un marasme économique et une augmentation du taux réel (c'est-à-dire après déduction de l'inflation) des emprunts (publics et privés) qui contrarie les investissements.

Une déflation s'accompagne d'ailleurs souvent d'un piège de la liquidité, qui est une situation caractérisée par l'accumulation d'encaisses et le caractère inopérant d'une politique monétaire pusillanime.

Au reste, en cinq ans, la vélocité de la monnaie, c'est-à-dire le rythme auquel les billets "tournent" dans l'économie, a baissé de 50 %.

C'est bien sûr une catastrophe.

Que devrions-nous faire ?

Il faudrait créer un choc d'inflation, c'est-à-dire déprécier fortement l'euro par un immense assouplissement quantitatif, soit un refinancement massif (correspondant à une création monétaire) des dettes publiques des pays fragilisés.

En d'autres termes, il faut s'inspirer de la politique monétaire japonaise contemporaine, puisque nous tombons dans un scénario "à la japonaise".

Les esprits européens n'y sont pas encore préparés.

Au Nord de l'Europe, on privilégie d'ailleurs une annulation des dettes publiques du Sud plutôt que leur dilution dans un choc inflationniste.

A tort, je le crains.

L'Allemagne évoque une «supertaxe» sur le capital pour pour vous faire payer les erreurs des banques

Agoravox et Le Figaro 31 janvier

Dans son rapport mensuel publié le 27 janvier, la Banque centrale allemande évoque l'hypothèse d'une «supertaxe» sur le capital pour rembourser les dettes des États insolvables. Explosif.



Les États de la zone euro confrontés à une dette publique devenue insupportable devraient-ils instaurer une taxe exceptionnelle sur les fortunes privées de leurs concitoyens? La banque centrale allemande envisage à son tour une telle hypothèse dans son rapport mensuel du mois de janvier 2014.

Ce faisant elle ne fait que reprendre une hypothèse de travail évoquée en octobre dernier par le FMI au moment de son assemblée annuelle 2013, à savoir l'instauration d'«un prélèvement une fois pour toute sur le capital». L'idée n'a rien de nouveau: au cours des deux derniers siècles elle a constamment été mise en avant aux lendemains de chaque guerre mondiale. Lorsque les États sont confrontés à un endettement impossible à tenir, une telle solution devient envisageable, «les riches» devant exprimer leur solidarité, alors que la population a versé «l'impôt du sang». Le Japon a été dans ce cas au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et il fut d'ailleurs l'un des rares pays à passer à l'acte.

Risque de fuite de capitaux

Dans son argumentation, la Bundesbank explique «qu'un désendettement réel (de l'État) grâce à un taux élevé d'inflation est exclu du fait de l'engagement de stabilité des prix dans l'euro système». Cette facilité étant écartée, et dans des situations extrêmes, il serait donc possible de réduire de la dette publique par un prélèvement «one off». Une telle solution ne pourrait être envisagée que pour «un État en crise et qui aurait épuisé toutes les autres possibilités» prévient la Bundesbank, qui parle de «situation exceptionnelle absolue et de menace d'insolvabilité».

Ses experts sont parfaitement conscients que l'opération «ne devrait être réalisée qu'une fois», qu'elle aurait «un coût [politique](#) élevé» pour le gouvernement concerné, et qu'il faudrait qu'elle intervienne rapidement. Notamment pour éviter les fuites de capitaux et les phénomènes d'évasion fiscale. Cet effort exceptionnel demandé aux épargnants privés serait par ailleurs plus «crédible s'il était accompagné de réformes structurelles» en parallèle.

Aucun pays n'est évidemment désigné. La mesure évoquée ne concerne que les États en situation d'endettement telle qu'ils deviennent insolvables. Pour justifier le recours à un impôt exceptionnel sur le capital privé, la Bundesbank ne manque pas de souligner que les citoyens des pays ayant bénéficié d'aides internationales ces dernières années au sein de la zone euro présentaient des niveaux de patrimoines financiers et immobiliers souvent supérieurs à ceux des États qui leur avaient porté secours!

Les «eurobonds» ne sont pas d'actualité

En [France](#) par exemple, le patrimoine des ménages s'élève à 13.000 milliards d'euros, soit près de 7 fois le montant de la dette publique de 1900 milliards d'euros. Cette situation pour le moins paradoxale avait été mise en lumière par une étude réalisée par la BCE, qui montrait qu'en dépit de la faillite de l'île, [les Chypriotes étaient riches, plus riches même que les ménages allemands...](#)

Là encore la Buba ne nomme personne, se contenant de renvoyer à l'étude de la BCE où le classement des pays selon la fortune privée des ses ressortissants met les Allemand au dernier rang!

Tout en soulignant bien les risques politiques d'une telle taxe sur le capital, avec tous les dangers techniques de sa mise en œuvre, la Bundesbank entend faire comprendre que chaque État devrait recourir d'abord à des solutions nationales auprès des ses propres citoyens, avant de faire appel à la solidarité de ses voisins de la zone euro. Un argument supplémentaire pour dire que les «eurobonds», permettant de mutualiser les financements des gouvernements nationaux, ne sont décidément pas d'actualité.